

Piment Rouge

Journal des élus communistes rennais

www.eluscommunistesrennais.org

Prix : 0,20 €

Emplois, salaires, nouveaux modèles

Les salariées de PSA doivent être entendus

P. 2 et 3

Infographie Bertrand Dudaud

► NOTRE VILLE

Vie associative : interview de Katja Krüger P. 4

► ACTION/ SOLIDARITÉ

Le plat réchauffé du CICE a goût de brûlé P. 6

► PORTRAIT

Donner du temps pour les autres : Michel Harel P. 8



On connaît la chanson : il suffirait de baisser les impôts sur les sociétés pour que miraculeusement elles se mettent à embaucher en masse. C'est la philosophie du Crédit d'Impôts pour la Compétitivité et pour l'Emploi. Annoncé en grandes pompes par Michel Sapin en 2012, il devait créer 300 000 emplois en 4 ans. Deux ans plus tard, ce plat réchauffé à la sauce libérale a le mauvais goût de l'échec.



Photo Bertrand Dudaud

Photo Bertrand Dudaud

PSA : la valse des milliards

447 millions de résultats opérationnels courants, 1,5 milliard de cash flow et 15 milliards de liquidités. À la lecture de ces résultats du premier semestre 2014, même un non initié aux sciences économiques comprend que le groupe PSA va mieux. Si les actionnaires peuvent s'abriter le champagne, les salariés portent des exigences pour l'avenir de La Janais, l'emploi et les salaires.

Salués par la presse économique, ces résultats pourraient bien consacrer le retour de PSA dans le CAC 40 dont, pour rappel, il était absent depuis 2012.

Dans ce contexte de déclarations d'amour aux entreprises (comprendre : au patronat) par le Premier ministre et de généreux cadeaux promis par le pacte de responsabilité, la légitime question de l'emploi mais aussi des salaires et des conditions de travail se pose.

Dans un tract publié fin août, la CGT de La Janais voit plusieurs causes expliquant ces résultats de la marque aux chevrons : des amortissements d'investis-

sements, le succès de 3 modèles notamment la 308 et la 2008 et l'augmentation du capital.

Si la direction de PSA se targue d'indicateurs au vert, elle le doit aussi au travail de ses salariés et à leurs compétences. La CGT qui s'était opposée au Plan Social pour l'Emploi (voir Piment Rouge de Septembre 2012) dénonce la « cure d'austérité imposée aux salariés par le biais du nouveau contrat social ». Le syndicat ne baisse pas la garde sur ses exigences.

Le versement de la prime de participation 2013 a été vécu par les salariés comme une véritable provocation et il y avait de quoi...



► « La suppression de 1400 postes sur le site de La Janais a profondément marqué les esprits et a fragilisé le tissu économique local. »

Ainsi, le montant de celle-ci était de 8 € en moyenne ! Certains salariés se sont vus gratifier de la somme de 0,42 € et les plus « chanceux » de 16,28 €.

La promesse d'une prime de 500 € pour janvier ou février 2015 cette fois-ci n'apaise cependant pas les esprits. Pour la CGT, « Le compte n'y est pas ! », le syndicat rappelle l'amputation de 35 € par mois en moyenne pour les années 2013 et 2014 soit environ 900 € en moins pour les deux années.

NOM DE CODE P87

« Lorsque les entreprises font des profits, elles

embauchent », c'est ce dont on nous rebat régulièrement les oreilles comme une vérité mécanique. Et dans le « on », il y a la foule hétéroclite du MEDEF, des éditorialistes biberonnés au libéralisme, des responsables politiques de la droite et même certains ministres de gauche.

La suppression de 1400 postes sur le site de La Janais a profondément marqué les esprits et a fragilisé le tissu économique local. Le PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) a effectivement amputé les effectifs de La Janais de 25% ! Mais Denis Martin, directeur industriel de PSA l'a assuré :

« Il n'est pas question de faire un autre Aulnay à Rennes » (on est heureux de l'apprendre !). Venu à l'usine au mois de juillet dernier, il a « offert » des garanties sur l'avenir du site et promis la construction d'un nouveau véhicule tout au long de sa vie qui répond au nom de code P87. Les premiers modèles de la probable future 5008 devraient sortir des chaînes de montage en 2017.

Cette annonce ne rassure pas totalement les salariés et leurs organisations syndicales qui se sont exprimées dans les colonnes de Ouest France.

Pour la CFDT, « d'une part, la C5 et la 508 seront en fin de vie en 2017, d'autre part, le véhicule ne sera produit que partiellement à La Janais ».

La CGT, quant à elle, estime que « la production prévue entre 60 000 et 90 000 par an est loin d'être à la hauteur de nos exigences pour conserver et développer l'emploi à Rennes ». Parmi ces exigences, il y a la fabrication d'un « nouveau véhicule faisant la jointure avec l'arrivée de P87 à l'horizon 2016, tout en sachant que la C5 vieillit, ceci pour garantir les emplois dans toutes les filières de la région ».



► « La CGT porte l'exigence d'un nouveau véhicule faisant la jointure avec l'arrivée de P87 à l'horizon 2016. »

« La clef, c'est l'investissement et la finalité, c'est l'emploi »

Jean-Marie Bertho est représentant syndical CFE-CGC au CE de La Janais et au CCE du groupe PSA. Il est également Président de la branche Métallurgie Bretagne de son syndicat.

« Piment Rouge » est allé l'interviewer au sujet de la situation dans l'usine de La Janais, de l'emploi et de l'avenir du site.

Piment Rouge : Pour le 1er semestre 2014, PSA affiche des résultats très positifs : qu'est-ce que cela vous inspire ?

Jean-Marie Bertho : Les résultats sont là et ça fait du bien après une année 2013 calamiteuse. Le marché de l'automobile se porte un peu mieux en Europe depuis le début de l'année et PSA y connaît des succès

commerciaux avec par exemple la 308 lancée récemment. C'est aussi une communication faite pour rassurer les marchés sur la stratégie du Groupe portée par son nouveau PDG.

Les salariés ont largement contribué à ce résultat. D'abord par leur travail de tous les jours. Et puis par les PSE de La Janais et d'Aulnay, qui ajoutés aux 3600 autres postes suppri-

més sur tous les autres sites, porte le chiffre à 8000 postes supprimés en France, pour ne parler que de 2013.

PR : En juillet dernier, Denis Martin a annoncé la construction d'un nouveau modèle à La Janais pour 2017 : comment recevez-vous cette nouvelle ?

JMB : L'annonce d'un nouveau modèle à La Janais était une promesse de 2006 renouvelée à l'occasion des 50 ans de l'usine par Monsieur VARIN lui-même. Mais elle restait en l'air. P87 est donc une bonne nouvelle inscrite en contrepartie à l'accord « Nouveau Contrat Social » signé en octobre. Il écarte la menace d'un nouveau PSE pour trois ans. Par les temps qui courent, la CFE-CGC estime que c'est important. Pour l'après, il faudra d'au-

tres perspectives pour l'usine. Sur cet aspect, les représentants des salariés sauront se rappeler aux bons souvenirs des décideurs, qu'ils soient de PSA ou du côté de l'État, dont je rappelle qu'il est entré au capital du Groupe.

PR : Que faudrait-il selon vous, pour développer durablement l'usine de La Janais et garantir l'emploi ?

JMB : L'usine doit rester crédible techniquement et économiquement. La Direction met les sites en concurrence pour « animer » les équipes autour de ces questions de performance. Mais la performance ne doit pas être obtenue au détriment de la santé des salariés.

Pour « rester dans la course » notre usine doit investir et aussi préserver son tissu local de fournisseurs.



► « Pour Jean-Marie Bertho l'usine doit investir pour rester crédible techniquement et économiquement et améliorer les conditions de travail. »

C'est un sujet clé pour La Janais. Investir pour des véhicules futurs qui se vendent, avec des volumes de production suffisants. Mais investir aussi dans les moyens qui doivent rester au meilleur niveau et garantir les meilleures conditions de travail. N'oublions pas l'entretien des infrastructures dans notre usine cinquantenaire.

Depuis des années, l'argent public sert à l'indemnisation du chômage partiel à La Janais. Dans le même temps, il a subventionné

massivement l'investissement productif en Espagne par exemple. Si la couverture des salariés frappés par le chômage est une bonne chose, cette situation est injuste et la CGE-CGC a dénoncé ce dumping à l'investissement à de nombreuses reprises.

La finalité de tout ça reste l'emploi et en priorité le renouvellement des générations dans nos spécialités. À la fin juin dernier, seulement 13 salariés avaient moins de 30 ans à La Janais.

« P87 » : Les salariés dénoncent le dumping social

Les directions des entreprises sous-traitantes de PSA veulent profiter de l'annonce de la construction d'un nouveau modèle à La Janais (voir notre article ci-contre) pour tirer les emplois, les salaires et les conditions de travail vers le bas. Des responsables CGT de la marque aux chevrons et de ses équipementiers interpellent le Préfet et la direction de La Janais.

Le 11 septembre dernier, les représentants syndicaux CGT de 7 entreprises différentes* ont écrit une lettre ouverte au directeur de La Janais et au Préfet d'Ille et Vilaine. Ils y dénoncent le « dumping social entre les différents sous-traitants et équipementiers » et exigent l'attribution par PSA des marchés du projet P87 aux entreprises du département qui travaillent pour lui depuis des années « à des conditions de coût qui ne s'alignent pas sur le moins disant ». Ils demandent aussi que les représentants de l'État (actionnaire à plus de 40% de PSA) au Conseil d'Administration de l'entreprise « imposent la fin du dumping et des politiques low cost qui se traduisent en cascade, et pour les salariés de France et d'ailleurs, par des remises en cause de droits et d'acquis ».

Loïc Morel, secrétaire de l'Union Départementale CGT d'Ille et Vilaine s'élève contre ces pratiques où les entreprises mettent la pression sur

leurs salariés. « Faurecia par exemple a mis en concurrence ses différents sites du département et de la région pour le marché de la P87. Ainsi, à Crevin, ils ont demandé à leurs salariés de renoncer à deux jours de RTT et à 0,5% de leur prime d'intéressement. Ils ont également remis en cause leurs indemnités kilométriques ».

PESER SUR LES CHOIX STRATÉGIQUES

Loïc Morel évoque aussi l'argent public dont bénéficient les patrons de l'automobile via le CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi) ou les exonérations de cotisations, notamment sur les bas salaires, « sans compter les aides directes de l'État actionnaire. Ceci lui confère d'ailleurs une responsabilité particulière d'où notre interpellation du Préfet. L'argent public, les aides publiques doivent être conditionnées et contrôlées pour



« Loïc Morel porte des exigences pour que l'emploi se développe à La Janais et que cela profite aux salariés des équipementiers et des sous-traitants. »

Photo Bertrand Duclaud

aller à l'emploi, aux salaires et à l'amélioration des conditions de travail ».

Sur un registre offensif, le secrétaire de l'UD porte l'exigence de la création d'un comité inter-entreprises rassemblant les équipementiers de l'automobile, les sous-traitants et les « donneurs d'ordres » (NDLR : PSA). Celui-ci serait composé « des représentants des directions et des syndicats qui bénéficieraient de droits nouveaux pour peser sur les choix stratégiques de l'industrie automobile dans notre département. Il y a également besoin d'un engage-

ment sur la production d'une autre voiture. Même si la P87 est un appel d'air, les volumes de productions prévus sont insuffisants pour garantir l'emploi sur un site où 1500 postes ont été récemment supprimés. Et aussi, nous ne voulons pas seulement que l'emploi se maintienne à La Janais, nous voulons aussi qu'il se développe et que cela profite aux salariés des équipementiers et des sous-traitants ».

*La Janais, La Barre Thomas, Cooper Vitre, Faurecia Crevin, Sanden, Bretagne Atelier et Wime-tal

ÉDITORIAL

Debout, la gauche !

La fragile espérance ouverte par l'élection de François Hollande s'éteint.

Pour masquer la dissémination des forces qui les soutiennent, le Président de la République et le Premier ministre prétendent incarner le courage et la vérité.

Ils s'obstinent surtout à faire le contraire de ce qu'ils ont promis !

Le gouvernement s'isole de celles et ceux qui l'ont porté au pouvoir : ses décisions contredisent les discours tenus, la cohérence des valeurs de la gauche ne résiste pas aux injonctions libérales, les maladroites rivalisent avec les insultes adressées aux chômeurs et aux salariés de Gad...

La souffrance et les difficultés s'accroissent ; la défiance et les désillusions sont durablement installées ; la lassitude et un fort sentiment d'abandon conduisent nombre de nos concitoyens à décrocher ou à exprimer leur colère.

Pour autant, si les critiques qui s'expriment à gauche ont leur légitimité, la radicalité et la condamnation définitive des forces rassemblées autour du Président de la République ont peu d'utilité.

D'un livre à une petite phrase, d'une certitude à l'autre, d'une indiscrétion grotesque à la véhémence d'un propos, la gauche, toute la gauche renforce l'exaspération et le sentiment qu'elle n'a rien compris.

Pouvons-nous retrouver un peu de dignité et de courage pour s'extraire de cette cacophonie stérile ?

Sommes-nous capables d'entendre et de comprendre ce qui se passe, d'engager un dialogue fécond avec notre peuple, d'y puiser l'énergie et la confiance ?

Est-il déjà trop tard pour obtenir que la gauche et toutes les forces progressistes retissent le fil d'un dialogue interrompu ?

Pouvons-nous imaginer, en sortant des ornières de la soumission aux règles du marché ou du grand soir, bâtir un nouveau pacte de progrès adapté aux exigences de notre temps ?

Il n'y a aucun intérêt à alimenter la chronique d'un échec annoncé, celui de la gauche ou la victoire définitive du libéralisme, sa prégnance sur nos vies.

L'exigence de réussir ne peut davantage être différée : elle appelle à un sursaut ; elle met toute la gauche face à ses responsabilités. Maintenant.



Photo Bertrand Duclaud

Éric Berroche
Adjoint au Maire de Rennes
Conseiller Régional
Président du groupe communiste

Les chiffres parlent d'eux-mêmes

53 millions d'euros : estimation 2013 de la fraude à l'assurance chômage en **France** (soit 0,176% du budget de l'UNEDIC)

189 millions d'euros : cotisations 2013 non versées à l'URSSAF par les entreprises en **Bretagne**.



Photo Bertrand Duclaud

« Les associations sont autant d'espaces qui favorisent le « vivre ensemble » »

« Piment Rouge » a interviewé Katja Krüger, conseillère municipale communiste au sujet des projets de la majorité en faveur des associations rennaises, de l'économie sociale et solidaire.

Piment Rouge : Les Rennais aiment s'engager dans les associations, ils consacrent 9 millions d'heures par an au bénévolat. Qu'est-ce que cela vous inspire ?

Katja Krüger : Effectivement, les Rennais aiment leurs associations, celles-ci sont plus de 5600. Elles jouent un rôle fondamental pour l'accès au sport, à la culture et aux loisirs. Je voudrais aussi souligner qu'un grand nombre d'entre elles ont pour objet la solidarité et permettent l'engagement au service d'une cause, au service des autres. On parle souvent d'individualisme et de repli sur soi comme conséquences de la crise que nous traversons : les associations sont autant d'espaces qui favorisent tout au contraire le « vivre ensemble », l'ouverture aux autres et l'intergénérationnel.

Tout ce bénévolat doit être encouragé et valorisé et c'est la raison pour laquelle nous voulons, avec les associations, développer un « passeport bénévole » consacrant la reconnaissance des compétences acquises par celles et ceux qui s'investissent dans les associations. Ceci pourra leur être utile dans la recherche d'un emploi par exemple.

PR : Quels sont les autres projets du mandat pour soutenir et développer les associations rennaises ?

K. Krüger : Il va sans

dire que la majorité de gauche rennaise soutient les associations et va continuer de le faire. Au conseil municipal de juin, par exemple, nous avons voté plusieurs délibérations pour apporter un soutien financier à de nombreuses associations dont 260 000 € pour celles agissant dans le domaine de la culture. Nous voulons d'ailleurs simplifier les démarches pour obtenir des subventions. Nous allons aussi inaugurer de nouveaux lieux de ressources pour les associations comme Le Cadran à Beauregard, une MJC à La Courrouze et nous construirons un équipement de quartier attenant à la salle de la Cité. Nous achèverons aussi la rénovation de la Maison des Associations.

Malgré un contexte national marqué par une austérité que les élus communistes désapprouvent, nous continuerons à porter de nouvelles ambitions pour le monde associatif.

J'ai évoqué des investissements mais nous allons aussi actualiser la Charte des engagements réciproques qui régit les rapports entre la ville et les associations depuis 2006.

PR : Nous vivons une période très difficile pour l'emploi. Alors même que le chô-



Photo Bertrand Duclaud

« Malgré un contexte national marqué par une austérité que les élus communistes désapprouvent, nous continuerons à porter de nouvelles ambitions pour le monde associatif. »

mage progresse, les associations peuvent-elles participer au dynamisme économique ?

K. Krüger : L'économie sociale et solidaire (ESS) n'est évidemment par LA solution au problème du chômage dont les véritables causes sont inhérentes à l'organisation de l'économie en général. Néanmoins, à l'échelle de Rennes Métropole, l'économie sociale et solidaire représente 23 000 emplois. Ce secteur qui rend de nombreux services, notamment aux personnes les plus fragiles doit être développé. Lors de l'élaboration du programme de la gauche, nous avons demandé à ce qu'elle soit reconnue et affichée dans une délégation communautaire liée au développement économique.

J'ajoute que l'ESS porte un autre regard sur le travail, son organisation et ses finalités, elle est porteuse de valeurs démocratiques et renforce l'implication des citoyens au service des autres.

Depuis le 1er août, une loi consacre sa reconnaissance et permet un renforcement de l'ESS.

Je l'aurai voulu plus ambitieuse pour permettre notamment un droit de rachat prioritaire des salariés de leur entreprise sous forme de coopérative comme s'y était engagé François Hollande. Cette loi existe et c'est un progrès, il faudra être très attentif à son application et s'en servir comme d'un point d'appui supplémentaire pour Rennes et pour la Métropole.

DANS NOS QUARTIERS

Crèche Alain Bouchart : réouverture en janvier 2015



Photo Bertrand Duclaud

« Une cure de rajeunissement et une extension ».

La plus vieille crèche rennaise (sa construction date de 1927) bénéficie d'une cure de rajeunissement et d'une extension avec l'ajout d'un dortoir et d'une salle de motricité. Le rez-de-chaussée regroupera trois unités adaptables destinées à l'accueil des enfants entre 3 mois et 3 ans. L'étage, quant à lui, sera réservé à l'organisation d'ateliers. Pour cette opération qui a bénéficié d'un concours de la CAF de 155 700 €, la ville a investi 1,353 million d'€.

Un nouveau projet d'aménagement pour Bréquigny



Photo Bertrand Duclaud

« Une seconde phase de travaux débutera au mois de septembre ».

Dans le cadre de la requalification paysagère de la promenade de Scandinavie, un avant-projet pour une seconde phase de travaux a été voté au conseil municipal du 15 septembre. Il s'agira d'une requalification des abords de plusieurs immeubles de l'allée de Malmoe et de l'avenue du Canada ainsi que la liaison piétonne nord reliant Scandinavie à l'école Jacques Prévert. Les travaux débuteront fin septembre 2014 pour un coût prévisionnel de 750 000 €.

Baud Chardonnet en mode éco réseau de chaleur

Le futur quartier de Baud Chardonnet sera alimenté en énergie renouvelable grâce à une chaufferie biomasse/gaz. Elle sera composée de deux chaudières bois et de deux générateurs d'appoint gaz. La première pierre a été posée le 26 septembre.

Chiffres clefs du monde associatif rennais

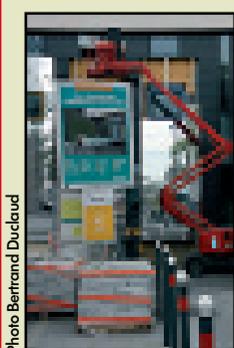


Photo Bertrand Duclaud

5600 associations à Rennes, tous secteurs confondus,

11,7 millions d'euros ont été consacrés à l'action socio-éducative en 2013 (hors sport, culture, santé...),

2,6 millions d'euros ont été investis en 2013 pour les travaux de la Maison des Associations,

Les Rennais consacrent **9** millions d'heures par an au bénévolat.



Photo Bertrand Duclaud

DANS NOS QUARTIERS

Le Cadran a ouvert ses portes au public



Photo Bertrand Duclaud

► « Un bâtiment d'architecture innovant, pensé avec les habitants du quartier ».

Les habitants de Beaugard ont désormais leur maison de quartier. D'une surface de 1 243 m², Le Cadran comprend un espace d'accueil, d'exposition, un pôle jeunesse, une salle familiale polyvalente, des salles d'activités et une salle multimédia. D'une architecture innovante, ce bâtiment a été pensé avec les habitants du quartier au terme de 4 ans de réunions.

Ruée vers l'Art sur la Vilaine

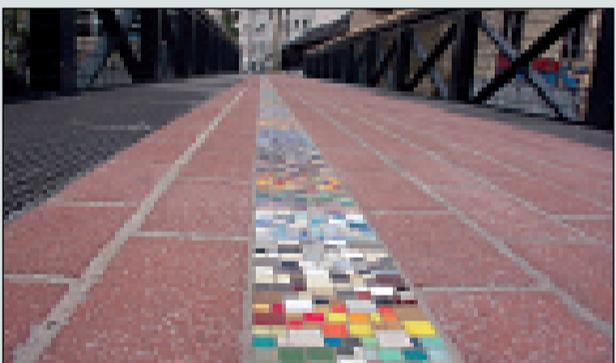


Photo Bertrand Duclaud

► « Une passerelle digne de l'artiste à laquelle elle rend hommage ».

« La petite Californie » (autour de la rue Dupont-des Loges) est désormais reliée au quartier Saint Héliar par une passerelle enjambant un bras de la Vilaine.

La passerelle Odorico est digne de l'artiste rennais à laquelle elle rend hommage puisque habillée d'une mosaïque de pavement imaginée par l'architecte rennais Nicolas Lelièvre.

Des ruches boulevard Voltaire



Photo Bertrand Duclaud

► « Un nouveau rucher est installé sur un terrain appartenant à GRDF ».

Les abeilles pouvaient déjà trouver des ruches dans différents parcs de la ville, ces insectes aussi sympathiques qu'utiles pourront désormais « résider » à Cleunay. Depuis le mois de septembre, un nouveau rucher est installé sur un terrain appartenant à GRDF. Une initiative pédagogique et écologique dans le cadre d'un partenariat avec l'Union Nationale des Apiculteurs de France.

La proximité en actes

Square Sarah Bernhardt, centre commercial Italie, square Charles Dullin ou encore marché du Landrel... Depuis le début du mandat, Eric Berroche, adjoint aux quartiers Le Blosne et Bréquigny a multiplié les espaces de contacts avec les habitants. Ce sont des permanences de quartier d'un genre nouveau, gage d'une plus grande proximité et d'une plus grande efficacité.

C'est une des nouveautés de l'équipe municipale conduite par Nathalie Appéré, les élus de quartier seront chargés d'un plus grand périmètre (deux quartiers) et ne cumuleront pas avec une autre délégation.

Eric Berroche connaît bien le Sud de Rennes : Bréquigny dont il est élu de quartier depuis juin 2012 et Le Blosne où il a grandi.

Ces grands quartiers populaires rennais subissent sûrement plus que les autres les effets de la crise. Au-delà des clichés habi-

tuels sur Bréquigny et la « ZUP Sud », ces quartiers ont aussi de nombreux atouts avec leur tissu associatif, leurs équipements de proximité et leurs services publics. Mais les atouts principaux de ces deux quartiers se trouvent dans leurs populations qui disent aussi bien s'y sentir malgré les problèmes réels auxquels ils sont confrontés. Et aussi, il y a le dynamisme de la jeunesse.

Permanences en bas des tours

Depuis le mois d'avril, Eric Berroche sillonne « ses » quartiers en long, en large et en profondeur. Au-delà des rencontres aussi classiques que nécessaires avec les responsables associatifs et les acteurs économiques, sa présence régulière dans les mairies de quartier, Eric Berroche multiplie les permanences « en bas des tours ».

« J'ai souhaité privilégier les rapports directs avec la popu-



► « Des permanences de quartier d'un genre nouveau, « en bas des tours » ».

lation notamment avec celles et ceux qui n'ont jamais l'occasion de rencontrer un élu. Ceci me permet une grande variété d'échanges sur toutes les questions de la vie quotidienne ». À partir de ces rencontres, chaque problème évoqué fait l'objet d'un suivi afin d'y apporter une réponse la plus rapide possible.

40 de ces « points de rencontre » ont déjà été organisés ces 5 derniers mois, avec plus de 350 personnes rencontrées. Par ailleurs, 10 autres sont programmés pour le mois d'octobre (voir affichage municipal, bâtiments publics municipaux, site <http://www.eluscommunistesrennais.org/>).

Petite enfance : un premier acte fort du mandat

Le jeudi 2 octobre, la première pierre de la crèche « Les petits Merlins » sera officiellement posée. Gérée par l'association Merlinpinpin, elle proposera 36 places dont un tiers réservé à des enfants en situation de handicap.

La nouvelle crèche concrétisera un projet porté depuis plusieurs années par l'association Merlinpinpin qui intervient depuis 2008 sur le département d'Ille et Vilaine afin de favoriser la mixité de l'accueil d'enfants valides et différents.

Soutenue par la Ville, la CAF et le Conseil Général, elle sera intégrée au Pôle de service « le Samara » comprenant diverses institutions : l'Association des Paralysés de France, l'ASSIA (Association Aide Soins Service Innovation Autonomie), l'UNA Service (Union Nationale de l'Aide des Soins et des Services d'Aide à Domicile), l'IFSO (Institut Forma-

tion Santé De l'Ouest), l'Essor, Réseau Ville Hôpital, etc.

Mixité : enfants valides et en situation de handicap

Pour Laëtitia Médard, adjointe à la Petite Enfance : « Nous sommes partenaires de ce projet car il est innovant à plusieurs titres. Tout d'abord, la crèche accueillera près d'un tiers d'enfants en situation de handicap avec la volonté qu'ils s'épanouissent dans un environnement permettant aux enfants – valides ou non – de vivre ensemble au sein d'une structure adaptée. »

L'association Merlinpinpin, dans son projet d'établissement, expose bien tout l'intérêt de cette structure : les enfants de cette tranche d'âge (0 à 3 ans) n'ont pas d'a priori sur le handicap. Le fait de vivre avec des enfants différents dès leur plus jeune âge, leur donner la possibilité de ne



► « Un projet de crèche innovant à plusieurs titres ».

pas avoir d'appréhension suite. Cette mixité sera enrichissante également pour les enfants handicapés qui seront alors en contact permanent avec des enfants valides mais aussi des enfants porteur d'un handicap différent du leur

Laëtitia Médard poursuit : « L'autre innovation réside dans le fait que la crèche proposera des horaires atypiques afin de répondre aux besoins du personnel du CHU ».

La ville de Rennes réservera près de 15 places ; ce qui participera à augmenter sa capacité d'accueil. « L'objectif du mandat est clair : créer 200 places en crèches supplémentaires. Malgré un contexte budgétaire difficile, nous maintenons nos ambitions en la matière » affirme l'élue.

Prix de l'eau : des nouvelles rafraîchissantes

Ce n'est pas un « poisson » : le 1er avril 2015, des changements importants interviendront dans la gestion de l'eau à Rennes et dans les tarifs. Au final, l'eau sera moins chère pour un grand nombre de particuliers.

Avec 3,36 € le m³, l'eau rennaise est une des moins chères de France alors même qu'il faut aller la capter très loin, parfois jusqu'à 40 ou 50 km.

Yannick Nadesan, conseiller municipal chargé de l'eau veut aller plus loin. « Le 1er avril prochain, nous allons changer de mode de gestion de l'eau. La Délégation de Service Public contractée avec Veolia prendra fin et la Société Publique Locale que nous avons créée prendra le relais. Nous voulons en profiter



► « Une grille des tarifs plus sociale et plus écologique ».

pour revoir la grille des tarifs pour qu'elle soit plus sociale et aussi plus écologique. »

Les premiers m³ gratuits

Jusqu'ici, les abonnés bénéficiaient de deux tranches pour les premiers m³ moins chers jusqu'à une consommation de 80 m³ d'eau sur un an. « Nous souhaitons agir d'une part pour que les Rennais bénéficient des 10 à 20 premiers m³ gratuits et d'autre

part, introduire des tarifs progressifs de manière à créer un cercle vertueux : moins on consomme, moins on paye ».

Autres projets qui devraient voir le jour au printemps prochain : l'extension d'une autre mesure sociale consistant à réduire le coût fixe de l'abonnement et la création d'un fonds prélevé notamment sur les factures des entreprises du bassin rennais. Ce fonds servira à financer des investissements et des conseils pour économiser l'eau.

Avant les débats qui auront lieu au conseil municipal de décembre, Yannick Nadesan a engagé une vaste concertation avec les associations de consommateurs, de protection de l'environnement et les bailleurs sociaux.

Contactez vos élus :

Eric BERROCHE



Photo Bertrand Duclaud

Adjoint au Maire délégué aux quartiers Le Blosne et Bréquigny
e.berroche@ville-rennes.fr

Laëtitia MÉDARD



Photo Bertrand Duclaud

Déléguée à la Petite enfance
l.medard@ville-rennes.fr

Yannick NADESAN



Photo Bertrand Duclaud

Conseiller municipal délégué à l'eau, au contrôle budgétaire et aux services concédés
y.nadesan@ville-rennes.fr

Katja KRÜGER



Photo Bertrand Duclaud

Conseillère municipale déléguée au temps de la ville
k.kruger@ville-rennes.fr

Le plat réchauffé du CICE a goût de brûlé

On connaît la chanson : il suffirait de baisser les impôts sur les sociétés pour que, miraculeusement, elles se mettent à embaucher en masse. C'est la philosophie du Crédit d'Impôts pour la Compétitivité et pour l'Emploi (CICE). Annoncé en grandes pompes par Michel Sapin en 2012, il devait créer 300 000 emplois en 2 ans. Deux ans plus tard, ce plat réchauffé à la sauce libérale a le mauvais goût de l'échec.

Vieille recette

Le CICE a pour objet « *le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique et de reconstitution de leur fonds de roulement.* » Au total, il doit alléger les cotisations des entreprises de 20 milliards d'euros d'ici 2017. Sur 2014, ces allègements représentent déjà 8 milliards d'euros. Cette recette a déjà été mijotée, notamment par le prédécesseur

de François Hollande avec ses nombreux cadeaux fiscaux (75 milliards en 5 ans) pour les fortunés et pour les grands groupes. Avec les résultats que l'on connaît en matière de création d'emplois...

Ventre creux

300 000 emplois d'ici deux ans ! C'était le chiffre massue annoncé par Michel Sapin, alors ministre du Travail. Puis, début 2013, sur le site du ministère, c'était toujours 300 000 emplois mais d'ici 5 ans cette fois-ci. Seulement voilà... le CICE n'est pas assorti de contrepartie en échange des bais-



► « Mauvaise recette pour l'emploi : le CICE n'est conditionné à aucune contrepartie. »

ses des cotisations, pas d'engagement sur les emplois, ni sur les salaires ou les investissements, tout est renvoyé à des accords de branches... « *S'il y a des branches, des secteurs qui ne jouent pas le jeu, je suis là pour dire : cela ne peut pas durer* » déclarait

François Rebsamen, successeur de Michel Sapin sur les ondes de RTL : le MEDEF doit en trembler dans son pantalon!!! Aujourd'hui, le seul accord comprenant des engagements sur l'emploi (sur 700 branches professionnelles) concerne la Chimie : 15 700

emplois par an. À première vue, ce n'est pas négligeable. Mais, comme le rappelle la CGT Chimie, non signataire de cet accord, il s'agit simplement de création d'emplois prévue ne compensant d'ailleurs pas les départs en retraite, les fins de CDD et les restructurations.

Note salée

Le CICE a évidemment un coût car il faut bien compenser (au moins en partie) le manque à gagner de l'État pour financer les cadeaux fiscaux au patronat.

Conséquence : la TVA et l'impôt sur le revenu se sont accrus de 6,5 milliards sur 7 mois ce qui a évidemment impacté le pouvoir d'achat des ménages.

Résultat : une baisse de la consommation, le pouvoir d'achat ayant déjà baissé en 2011, 2012 et 2013.

Si elle est évidemment appréciée par ses bénéficiaires, l'annonce, par Manuel Valls de la suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu reste insuffisante pour inverser la

tendance. Quant à l'augmentation du minimum vieillesse de 8€ par mois (!!!), il apparaît au mieux comme une provocation. Que vont faire les entreprises de l'argent du CICE ? Faute de demande intérieure qui remplit en partie les carnets de commande ; il ira, particulièrement dans les grandes, se placer sur les marchés financiers.

Et pourquoi pas ?

Au lieu de cadeaux fiscaux sans contrepartie. Réformer l'Impôt sur les sociétés pour qu'il soit fiscalement plus juste et économiquement plus efficace. Ce nouvel impôt serait modulable, il pénaliserait l'utilisation financière des bénéfices et encouragerait la création d'emplois, l'élévation des qualifications et des salaires, la préservation de l'environnement.

« Pas de paix tant qu'il y aura des colonies »

Cet été, le fracas des missiles et des roquettes s'est fait entendre dans cet Orient si proche entraînant une nouvelle fois des destructions en Palestine et des milliers de morts et de blessés parmi les civils.

En juillet et en août, les Rennais se sont mobilisés pour refuser cette guerre, pour la Paix et le respect du droit international.

« *Pas de paix tant qu'il y aura des colonies* », tel était le mot d'ordre d'une manifestation de militants palestiniens et israéliens en janvier 2014, près de Jéricho. « *Pour une paix juste et durable au Moyen Orient : respect du droit international* » faisaient écho les six manifestations rennaises des mois de juillet et août.

Pour les pacifistes et pour les nombreux Rennais qui se sont mobilisés cet été, le refus des conflits qui embrasent la Palestine, mais aussi la Syrie et l'Irak appelle des solutions politiques. Pour Roland Nivet, responsable du Mouvement de la Paix, la tonalité des manifestations était « *déterminée mais sereine, fraternelle et empreinte d'humanisme.* » Pour lui, « *la priorité des priorités c'est la mise en place concrète à côté d'Israël sur les frontières de 1967 d'un État de Palestine, membre des Nations Unies et réellement souverain parce que c'est juste et que c'est la clef pour le règlement de nombreux problèmes de*

cette région du monde. »

Les Rennais répondent "présent"

Malgré les pressions américaines, la Palestine est désormais admise à l'UNESCO. Par ailleurs, plusieurs pays d'Amérique Latine dont le Brésil, le Venezuela et récemment l'Argentine reconnaissent la Palestine comme un État. Tous ces actes sont autant d'encouragement pour toutes celles et ceux, l'injustice qui frappe ce peuple révolte.

Cet été, plusieurs manifestations sont parties de quartiers populaires de notre ville et ce n'est pas banal. « *Les habitants ont répondu "présent" notamment dans Le Blossne où il y avait 600 personnes* » se réjouit Roland Nivet qui y voit « *une réappropriation populaire d'une grande question politique.* »

Même son de cloche pour Guérolé Fournet qui se félicite de la pré-

sence importante des jeunes. Le responsable de la Jeunesse Communiste estime que la résolution du conflit israélo-palestinien doit « *devenir le combat de toute une génération comme l'a été celui pour la libération de Nelson Mandela.* »

Le cessez le feu conclut fin août entre Israël et le Hamas est un soulagement, mais la Paix est précaire et les injustices demeurent.

Rendez-vous pour la paix

À Rennes, de nouveaux rendez-vous sont prévus, notamment dans le cadre de « *Rennes cultive la Paix* » qui a débuté le 20 septembre et durera plus d'un mois.

« *Les citoyens que nous avons rencontré cet été veulent continuer de faire des choses* » explique Roland Nivet, « *comme ils nous l'ont suggéré, nous organiserons une grande marche pour la Paix le 4 octobre prochain, nous y aurons des drapeaux avec le mot « Paix » inscrit en toutes les langues. Nous ferons également venir l'ancien ministre libanais et spécialiste du Proche Orient Georges Corm qui donnera des conférences dans notre ville les 16 et 17 Octobre*.* »

Autre temps fort : un concert de solidarité**. « *Sur les mobilisations de juillet et août et aussi lorsque nous avons fait signer des pétitions pour Salah Hamouri, nous avons noué de nombreux contacts, notamment avec des gens de la scène Hip Hop et c'est avec eux que nous l'organisons.* » Guérolé Fournet promet un prix d'entrée très abordable. Dans cette dynamique, la JC envisage de rencontrer « *un maximum de jeunes dans le "35" pour les sensibiliser à la cause de la Paix au Proche Orient.* »

*Pour tout renseignement, voir le site : <http://culturedelapaix.org/>

**Voir le site : <http://mjc35.free.fr/>

Une femme trop libre

Depuis le samedi 7 juin 2014, Manhaz Mohammadi est emprisonnée dans les geôles de la prison d'Evin au nord de Téhéran. Elle risque d'y passer les cinq prochaines années de sa vie. Qu'a t'elle donc fait qui effraie à ce point le régime islamiste? Mahnaz Mohammadi : une femme sans doute trop libre...

Mahnaz Mohammadi est une cinéaste iranienne militante de longue date en faveur des droits des femmes particulièrement bafoués dans son pays. En 2003, son premier film, « *Women without shadow* » avait été projeté pour la première fois en France à la Maison Internationale de Rennes.

Ce documentaire évoque la vie de femmes sans domicile et abandonnées dans un abri géré par l'État.

Déjà arrêtée à plusieurs reprises et régulièrement empêchée de sortir de l'Iran, Mahnaz Mohammadi vient d'être condamnée par le régime des Ayatollahs à cinq ans d'emprisonnement pour « *complot contre la sécurité de l'État* » et « *propagande contre le régime de Téhéran.* »

Pendus pour quelques vers

« *Je suis une femme et je suis cinéaste, deux raisons pour être considérée comme une criminelle dans ce pays* » déclarait-elle peu de temps avant son incarcération.

À l'initiative de la Société

des Réalisateurs de Films (SFR), une pétition* est disponible en ligne pour appeler le gouvernement à tout mettre en œuvre pour obtenir la libération de Manhaz Mohammadi. Cette pétition a déjà été signée par de nombreux Rennais dont les élus du groupe communiste.

Pour l'auteur rennais Erwan Tanguy, « *Les artistes sont des points sur lesquels s'appuyer pour mettre en évidence les dysfonctionnements d'une société, dénoncer les totalitarismes.* » Il dé-

nonce un Iran qui « *musèle ses artistes* » et où « *des poètes sont pendus pour quelques vers.* »

La mobilisation en faveur de la réalisatrice iranienne a suscité une première réaction de la ministre Aurélie Fillipetti affirmant que « *la France a pris l'initiative de mobiliser l'ensemble des pays européens pour protester officiellement à Téhéran contre la condamnation et l'incarcération de Mahnaz Mohammadi.* »

Ceci doit nous encourager à poursuivre les initiatives de solidarité envers tous les démocrates iraniens, toutes celles et ceux qui s'opposent au totalitarisme, à la misogynie et à l'obscurantisme.

*: <http://www.la-srf.fr/article/petition-pour-la-liberation-de-mahnaz-mohammadi>



► « *Je suis une femme et je suis cinéaste, deux raisons pour être considérée comme une criminelle dans ce pays.* » Mahnaz Mohammadi.



► « *Cet été, plusieurs manifestations sont parties de quartiers populaires de notre ville.* »

Assurance chômage : À qui la fraude ?

François Rebsamen, ministre du Travail du gouvernement Valls2 n'a voulu stigmatiser personne...C'est du moins ce qu'il a déclaré après le tollé provoqué à juste titre par ses propos sur le « renforcement du contrôle des chômeurs pour vérifier qu'ils cherchent bien un emploi ». Ces propos plus dignes du café du commerce que d'un ministre de Gauche méritent d'autant plus une mise au point que ce gouvernement (et c'est peu dire) est en échec sur le front de l'emploi.

5,7 milliards

d'euros de RSA par an, auxquels il faut rajouter 700 millions de CMU et 378 millions d'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé ne sont pas distribués à leurs bénéficiaires. Les « non requérants » comme on les appelle, sont en général des gens très précaires économiquement et socialement, sou-

vent éloignés des services sociaux, mal informés et parfois lassés des fameux contrôles dont ils font incessamment l'objet.

En 2013, la fameuse fraude à l'assurance chômage représentait 0,176 % de son budget. Attestation ASSEDIC de l'employeur, carte vitale, pièce d'identité, bulletins de salaires des 12

derniers mois : les conseillers Pôle emploi sont très vigilants sur les documents fournis pour une inscription ou une modification de situation. Par ailleurs, des agents spécifiquement formés pour lutter contre la fraude, les auditeurs, peuvent faire des vérifications auprès de la CAF, de l'URSSAF ou de l'assurance maladie.



« Les propos de François Rebsamen sur le contrôle des chômeurs sont dignes du café du commerce ».

189 millions d'euros manquaient l'année

dernière dans les caisses de l'URSSAF de notre seule région. Ce « trou » dû au non

versement de leurs cotisations par des entreprises bretonnes est trois fois et demi plus élevé que la fraude à l'assurance chômage au niveau national pour la même période (soit 53 millions d'euros). Les dispositifs de recouvrement devraient être renforcés.

Entre **14 et 16 milliards** (estimation) de cotisations sociales ne seraient pas versées en raison du travail au noir. Il y a là, de bonnes raisons d'attendre une déclaration choc auxquelles Manuel Valls et ses Ministres nous ont habitué, mais cette fois-ci pour renforcer les contrôles et la lutte contre le travail dissimulé.

Noël 43, prison centrale de Rennes

Ils s'appellent Jo, Ita, Jeannot, Claudine, Juliette, Claude, Gérard. Elle s'appelait « Bébiéte ». Ils avaient à l'époque entre 9 mois et 3 ans et ce Noël 1943, ils le fêtaient à la prison de Rennes avec leurs mamans, des femmes courageuses qui avaient osé se lever contre le nazisme



« Des femmes courageuses qui avaient osé se lever contre le nazisme ».

Rapportée dès décembre 1944 par le journal « Heures Claires des Femmes Françaises »*, l'histoire de ces 8 enfants en bas âge et de leurs mères est particulièrement émouvante.

« Les mères décidèrent qu'ils auraient leur arbre (ndlr de Noël). Elles l'ont confectionné avec des branches mortes des fagots, elles l'ont décoré et, leur amour l'aidant, elles en ont fait un bel arbre vivant, étincelant d'or et d'argent, de boules aux couleurs vives et étoilées et de fleurs. Cent bougies, elles y ont placées, et des jouets magnifiques qu'elles ont réalisés de leurs doigts habiles ou qui leur ont été offerts en cachette par les prisonnières politiques des ateliers 6 et 7. Et, le matin de Noël, une maman déguisée en Père Noël, avec une longue barbe et des cheveux de neige sous un bonnet rouge, pliait sous le poids d'une hotte remplie jusqu'au bord de merveilles ».

Pour que l'oubli ne s'installe pas...

Les mamans en question

s'appelaient Odette Pourchasse, Micheline Elrich, Lise Ricol-London, Adèle Mijoin, Line Rabatel, Margueritte Kroes et Eugénie Lalet.

Concernant cette dernière, le Résistant Jean Courcier se souvient. Bien des années après la guerre, il a rencontré son fils, Claude. « Ayant su que j'étais un ancien de Gusen 2**, il a voulu savoir ce qu'était le terrible kommando où j'ai passé moi-même deux mois et où était mort son père, Robert Fournier. En consultant mes archives, il a appris le nom de la

Rennaise qui l'a recueillie (ndlr: après la déportation de sa mère) clandestinement grâce aux surveillantes. Il s'agissait de mon amie Rosa Rubinstein, juive et communiste qui avait échappé à la déportation. » Claude Fournier resta quelques jours chez Rosa Rubinstein, rue Nantaise avant d'être recueilli par



« Entrée de la prison des femmes à Rennes ».

sa grand-mère à Paris.

« Il faut tout faire pour que l'oubli ne s'installe pas, ce serait la pire des choses » aime rappeler Jean Courcier.

Il faut se souvenir effectivement, des drames et des abominations qu'ont engendré les discours racistes, paranoïaques et rétrogrades comme ceux que l'on entend dans la bouche des dirigeants d'extrême droite d'aujourd'hui... surtout lorsque ceux-ci obtiennent 25% à une élection.

Ils s'appellent Jo, Ita, Jeannot, Claudine, Juliette, Claude, Gérard. Elle s'appelait « Bébiéte », elle est morte gazée à Auswitch avec sa maman.

*Ref. le site <http://memoiredeguerre.pagespro.orange.fr>

**camp de concentration autrichien.

PIMENKIPIK

Bienvenue à Pernod-Ricard-sur-Mer

Le moins que l'on puisse dire de Patri Friedman, c'est que c'est un drôle de zig ! Ultralibéral décomplexé, il pense que les États doivent disparaître et que c'est aux entreprises privées de commander le monde. Cet ancien ingénieur logiciel de chez Google consacre l'essentiel de son temps à un projet de citées flottantes privées et indépendantes avec un « business plan » à la place d'un budget et la liberté la plus totale pour ses propriétaires de faire ce qu'ils veulent. Le principe est simple : ces villes seraient construites comme des legos et vous pouvez choisir d'attacher ou de détacher votre maison lego pour flotter d'une ville à l'autre. Quand je vous disais que c'était un drôle de zig ! Par contre, il faut des sous car le prix d'accès est de 20 000 € par mètre carré (mais lui, il trouve que ce n'est pas trop cher). En plus, j'ai un peu de mal à comprendre comment on fait si on veut déménager et qu'on est imbriqué au milieu de sa fichue ville lego entouré de plein d'autres gens qui eux, veulent rester. Mais bon, c'est un détail.

Patri Friedman verrait bien déjà une ville Google et une ville Apple. Évidemment... Que des boîtes Américaines ! Mais nous aussi en France on a des idées ! J'imagine déjà la grande bleue couverte de villes « Fleury Michon », « Pernod Ricard », « La vache qui rit », « Super U », « Pâté Henaff » ou « Banania ». Ça fait rêver non ? En plus, on pourrait créer des labels du genre « Canard WC » - petite cité de caractère ou encore « Fraises Tagada » - Ville d'Art et d'Histoire ; jumelée avec « Kinder surprise » et « Hollywood Chewing gum » Certes, Patri Friedman devrait s'asseoir à l'ombre et boire quelque chose de frais et aussi, retirer l'entonnoir qu'il a sur la tête. Malheureusement, ses paradis capitalistes flottants sont pris au sérieux par des États comme le Honduras dont le gouvernement (pas tellement de gauche) veut bien lui prêter un bout de ses côtes.

À sa décharge, ce garçon a des antécédents familiaux. Son Papy Milton était déjà un économiste ultralibéral admirateur de Margaret Thatcher et d'Augusto Pinochet et son papa David, également économiste se définissait comme « anarcho capitaliste ».

Ce qui est beaucoup moins amusant, c'est ce qu'il a dans la tête car il considère que « la liberté n'est pas compatible avec la démocratie ». Vous l'aurez compris, pas de droit de vote dans ses villes « idéales », c'est l'entreprise qui commande tout, si vous n'êtes pas content de ce qu'elle décide, vous prenez votre maison-lego et vous allez vous attacher ailleurs ! Non mais ! « Si on vote avec sa maison, alors les gouvernements sont comme des entreprises et les citoyens, consommateurs. Il y aura un marché des systèmes politiques et les gouvernements devront être compétitifs pour conquérir les citoyens » a-t-il dit ! Ça se passe de commentaires.



KROKODIL

« Donner du temps pour les autres »

Chargé de mission au Centre de Ressources à la Vie Associative, c'est peu dire que Michel Harel est passionné par son métier. Il ne tarit pas d'éloges sur les bénévoles qui « donnent du temps pour les autres » comme il les conseille et les aide à surmonter toutes les difficultés rencontrées dans le quotidien de leur association. Portrait.

La première rencontre entre Michel Harel et le milieu associatif date de ses 18 ans, il s'y est tout de suite investi et la flamme de l'engagement bénévole ne s'est jamais éteinte. « J'ai commencé dans les clubs de jeunes, puis j'ai participé à la création d'un club de théâtre. Par la suite, je me suis engagé dans diverses associations. Aujourd'hui, je suis engagé dans une association culturelle ainsi qu'un syndicat. Mais si je m'écou- tais » sourit-il « je serais adhérent d'au moins une dizaine d'associations. »

Michel Harel connaît parfaitement son sujet. « Mon travail s'ap-

puie sur un engagement de terrain ».

On recense à Rennes, plus de 5600 associations et 340 nouvelles voient le jour chaque année.

Ce dynamisme associatif de notre ville n'est pas le fruit du hasard mais de choix politiques.

Rennes bénéficie d'un bon système. « À la fin des années 70, les politiques d'aide au développement se sont accrues et ont permis un essor. On parlait même de « modèle rennais. Ici, l'indépendance des associations est respectée, leur financement est transparent. Entre les subventions et les équipements de quartiers, la ville

leur consacre un budget important. »

Répondre à l'individualisme

Michel Harel confie ressentir un « vrai émerveillement » lorsqu'il voit une association se créer.

« L'associatif joue un rôle très important, il crée du lien social et participe de la démocratie. C'est assurément un engagement citoyen et pas seulement lorsqu'il s'agit d'une association militante. Les gens s'y parlent, partagent une activité, un centre d'intérêt. Les associations rassemblent des gens

parfois très différents et qui ne se seraient pas côtoyés autrement. Si un chef d'entreprise par exemple aime le tango, il peut se retrouver à danser avec une femme de ménage. Même s'ils sont issus de milieux très différents, ils se retrouvent autour d'une même passion ».

C'est une définition du « vivre ensemble »

Michel Harel est attaché à la notion de bénévolat qu'il résume en une phrase : « Je vais vers les autres pour partager mes passions, mes envies, je donne de mon temps et de mes compétences ».

Pour lui, celui-ci est la meilleure réponse à l'individualisme dans une société « fragilisée ».

Mais le monde associatif n'est pas qu'un fleuve tranquille, il peut se heurter à des difficultés ou encore à des conflits, il n'est pas non plus à l'abri de reproduire des inégalités que l'on retrouve dans la

société. C'est là que le CRVA intervient avec des professionnels comme Michel Harel. Le Centre accompagne les associations dans leurs projets, leur offre des conseils notamment juridique, les aide à organiser leur Conseil d'Administration voire même dans leur fonction d'employeur pour celles qui ont des salariés. « Nous proposons aussi des formations à la fonction de dirigeant. » précise Michel Harel.

Et cette précision a son importance car 42% des associations ont du mal à renouveler leur Conseil d'Administration, notamment la fonction de Président.

Féminisation et rajeunissement

« Cette fonction est surexposée, s'il y a un problème c'est sur les épaules du président qu'il va retomber ». L'image du président à l'ancienne, omniprésent et investit à 100% depuis toujours peut également décourager les vocations. « Passer après un président « historique » qui s'était donné corps et âme est parfois difficile. Les associations évoluent vers plus de collégialité avec parfois plusieurs co-présidents, c'est une nouvelle tendance. »

Autre problème que pointe Michel Harel : moins de présidentes que de présidents et plus de femmes que d'hommes secrétaires. « Les hommes acceptent plus facilement la fonction sans se poser la question de leurs compétences pour l'assumer. Les femmes hésitent beaucoup plus et notre rôle est aussi de les aider à franchir le pas. Nous voulons favoriser l'engagement de tous dans la prise de responsabilités. »

En 30 ans, l'engagement as-

sociatif a changé. Les bénévoles continuent de donner de leur temps pour les autres et pour toute la société mais plus ponctuellement, sur des temps plus courts. « Les gens veulent un résultat rapide et concret, c'est ce qui explique l'attractivité de certaines associations médiatisées (Croix Rouge, Restos du cœur, Secours Populaire...) ou l'on est tout de suite utile aux gens les plus en difficulté. »

Ce phénomène se mesure aussi sur les festivals où un grand nombre de jeunes aiment s'investir.

Michel Harel considère chaque évolution du milieu associatif comme un nouveau défi à relever et comme un stimulant pour le renouvellement dans les offres de services du CRVA

« Dans les quartiers populaires, il y a beaucoup d'associations animées par des jeunes. Eux aussi sont engagés au service des autres, ils s'occupent d'activités culturelles par exemple. Mais ils n'ont pas toujours le réflexe de venir vers les Institutions comme la nôtre. C'est à nous d'aller vers eux et c'est ce que nous avons commencé à faire en collaborant avec les structures de quartier. Nous allons aussi nous appuyer sur des associations relais pour créer du lien avec ces groupes isolés. »

Aller vers les autres...encore et toujours.



Photo Bertrand Duclaud

« L'associatif joue un rôle très important, il crée du lien social et participe à la démocratie ».

Soutenez

Piment Rouge

Journal des élus communistes rennais

et recevez en cadeau
un superbe tablier
sommelier!

"Piment Rouge" n'a pas de compte dans un paradis fiscal ni même dans les entreprises du CAC 40. En souscrivant, vous aurez la certitude que votre argent sera bien utilisé et en plus, vous aurez un cadeau ! Pour tout montant supérieur à 20 euros, un superbe « tablier sommelier » vous sera offert. "Piment Rouge" a besoin de votre aide pour continuer à vous régaler, saveur épicée. Vous pouvez envoyer vos dons en libellant vos chèques à l'ordre de « Association des élus communistes rennais ».



3, rue de la Visitation 35000 Rennes
Tél. 09 67 35 46 28 - <https://fr-fr.facebook.com/cupyou>

Selon votre envie, vos moyens, choisissez votre formule sur l'échelle de Scoville :

- Formule Paprika : 10 €** (soit le financement de 50 exemplaires)
- Formule Tabasco : 30 €** (soit le financement de 150 exemplaires)
- Formule Pili-Pili : 50 €** (soit le financement de 250 exemplaires)
- Formule Harissa : 100 €** (soit le financement de 500 exemplaires)
- Formule Bhut Jolokia : A partir de 101 €**

Nom/Prénom :

Adresse :

Mail :

Téléphone :

Libellez vos chèques à l'ordre de :
Association des Elus Communistes Rennais - Maison des Associations, 6 cours des Alliés - 35000 Rennes

Edition : Association des élus communistes rennais.

Siège social : Maison des Associations
6, cours des Alliés - 35000 RENNES

Email : eluscommunistesrennais@orange.fr

Site : <http://www.eluscommunistesrennais.org>

Directeur de publication : Eric Berroche

Rédacteur en chef : Arnaud De Bel-Air

Impression : IMPRAM Cavan

N° ISSN : 2119-3088

Piment Rouge

Journal des élus communistes rennais